


Affaire Bayou : «Sandrine Rousseau est allée trop loin», juge l'ex-secrétaire national d'EELV qui sort de son silence

Par [Dinah Cohen](#)

Publié il y a 42 minutes,

Mis à jour il y a 26 minutes

Écouter cet article 

00:00/03:07 



Quelques jours après sa démission de la tête du parti, Julien Bayou a finalement pris la parole. *GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP*

Julien Bayou se dit «innocent» et reproche à l'écoféministe de confondre «féminisme et maccarthysme».

Il sort enfin du silence. Ces dernières semaines, [Julien Bayou s'est retrouvé au cœur d'une tempête](#) : celle déclenchée par Sandrine Rousseau, l'accusant, le 19 septembre sur le plateau de [France 5](#), de «*violences psychologiques*» à l'égard de son ex-compagne. Mis en cause, l'écologiste se met alors en retrait de la coprésidence du

groupe à l'Assemblée nationale, puis finit par démissionner de son poste de secrétaire national du parti. Il ne s'exprime ensuite que par le biais de son avocate, laquelle reproche à la cellule interne de ne pas le laisser «*se défendre*».

Dans les colonnes du *Monde* ce mardi, l'ancien chef de file des Verts a finalement pris la parole. Son opinion est claire : «*Sandrine Rousseau est allée trop loin. Et tout le monde le mesure. Pour moi, il ne faut pas confondre féminisme et maccarthysme.*» Selon lui, l'écoféministe est à l'origine d'une «*tétanie qui frappe l'opinion publique*» et le parti. «*Beaucoup à EELV m'écrivent pour me dire que c'est allé trop loin, mais ils n'osent pas le dire en public*», fait-il savoir. «*On ne balance pas à une heure de grande écoute la situation psychologique de quelqu'un qui souffre ou des accusations sans éléments. (...) Le privé ne doit pas être instrumentalisé à des fins politiciennes.*»

À VOIR AUSSI - Affaire Bayou: l'article de Libération est «extrêmement problématique», selon Sandrine Rousseau

«Il n'y a pas d'affaire Bayou»

Après avoir laissé sa défense à son avocate, le déprouté veut rétablir sa version des faits. Il l'assure, «*il n'y a pas d'affaire Bayou*». «*Il n'y a pas d'accusation, je ne peux pas m'en défendre, et pourtant je suis présumé coupable.*» L'élu continue d'évoquer «*une rupture très douloureuse avec des souffrances partagées*», et se défend d'être «*l'auteur intentionnel*» de ces souffrances. «*Mes accusatrices disent elles-mêmes qu'il n'y a rien de répréhensible*», ajoute-t-il. Avant d'évoquer la récente enquête de Libération faisant état de féministes l'ayant mis «sous surveillance» : «*Ça devenait une croisade.*»

Alors que la principale intéressée vient tout juste de saisir la cellule interne au parti, Julien Bayou y voit la preuve que celle-ci «*travaillait dans le vide depuis trois mois*». «*J'ai demandé quatre fois à être auditionné*», affirme l'élu, qui reconnaît que cet outil est «*nécessaire*» tant «*la justice est défailante*», mais «*fondamentalement insuffisant*». «*Nous avons été contraints d'inventer un cadre pour recueillir la parole des femmes. La cellule répond à une première nécessité : sortir du déni sur les violences. Pour autant, ces cellules ne remplacent pas la justice. La sanction la plus grave qu'elle puisse prononcer, c'est l'exclusion d'EELV.*»

Si le déprouté espère que l'enquête interne permettra d'«*avancer*», il ne compte pas disparaître pour autant. Absent des bancs de l'Hémicycle lundi, Julien Bayou fera son retour dès ce mardi. «*Pendant neuf ans, je me suis levé pour organiser mon parti. Je*

veux contribuer à l'avenir du pays», déclare-t-il. Son rôle «au sein du groupe» n'est cependant pas établi - «on verra», balaye-t-il. Et d'interroger : «Comment clore une accusation qui n'est pas portée, une rumeur qui est colportée ?»